

DEBAT DES PANELISTES

Alvise GIUSTINIANI

Avant de passer aux questions du public, je vais peut-être poser une dernière question aux panélistes. Il est clair que le commerce illicite est un problème complexe en termes de dimensions, de frontières et d'acteurs, surtout de nos jours avec les intermédiaires qui sont sur les plateformes du commerce en ligne. Il n'y a donc pas de solution facile pour y mettre. Cependant, il existe une solution globale où chacun peut jouer un rôle, et où ensemble nous pouvons lutter. Quelles sont, selon vous, les choses les plus importantes que vous aimeriez voir les différents acteurs faire pour lutter contre le commerce illicite ? Nous savons qu'il n'existe pas de solution miracle pour lutter contre ce commerce illicite, mais que considérez-vous comme étant le plus important ?

Jean-François THONY

Pour moi, et c'est une chose extrêmement importante, on ne peut pas lutter efficacement contre le commerce illicite, si l'on n'a pas la pleine collaboration du secteur privé, parce que c'est le secteur privé qui est au centre du commerce international. C'est le secteur privé qui connaît les axes qui permettront de lutter plus efficacement. Ainsi, aujourd'hui, je voudrais vraiment en appeler au secteur privé puisqu'il y a beaucoup de gens du secteur privé ici : participez à cet effort, aidez-nous à construire ce cadre juridique international, soutenez le travail qui est fait pour que l'on puisse effectivement mettre en place ce mécanisme.

Alvise GIUSTINIANI

Ok, il est clair que le secteur privé est représenté ici. Je viens aussi du secteur privé, donc moi aussi je vais donner mon avis.

Laurent MARCADIER

Je me félicite des propos tenus par Jean-François Thony parce qu'effectivement c'est extrêmement important de casser cette méfiance ab initio qui existe entre le secteur public et le secteur privé. Nous sommes tous autour de cette table ronde une sorte de passerelle. Nous rencontrons les autorités publiques, judiciaires, policières, douanières, administratives, pour les aider, pour leur proposer nos aides. Nous sommes Groupe LVMH aujourd'hui cosignataires d'accords particuliers de coopération avec certaines autorités douanières ou policières à l'échelon du monde pour ce partage d'informations qui est véritablement la base de toute forme de progrès dans la lutte contre ce secteur criminel dédié à la contrefaçon. Autre point : je suis convaincu que des solutions existent et je pense que ces bonnes pratiques doivent être aujourd'hui partagées à l'échelon mondial.

Par exemple, je trouve paradoxal que pour obtenir la saisie en masse des noms de domaines de sites de contrefaçon, je sois contraint d'agir aux États-Unis afin qu'un juge américain m'autorise à saisir des blocs de 1000, 2000, 3000 sites de contrefaçon, avec en plus la capacité pour moi de saisir l'argent de la contrefaçon conservé sur les comptes Paypal ou Alipay, associés à ces sites de contrefaçon. Alors qu'en revanche, lorsque je m'adresse au juge français, on m'autorise seulement à saisir site par site, donc une action pour un site, sans possibilité de saisir l'argent de cette délinquance.

Pour conclure, je pense que le nerf de la guerre se situe une fois plus dans notre capacité à saisir les assets criminels pour en réalité déstabiliser le plus possible ces réseaux criminels transnationaux.

Alvise GIUSTINIANI

Donc, plus de coopération vous croyez... Carlos ?

Carlos MOREIRA

En tant que technologue, je suis toujours optimiste. Je pense que la quatrième révolution industrielle va résoudre une grande partie de nos problèmes parce que d'ici l'an 2020, c'est-à-dire dans quelques mois, 20 milliards d'objets seront déjà connectés à Internet. Mais, en 2030, il y aura un billion d'objets connectés à Internet. Dans cette pièce, à l'instant même, il y a peut-être environ trois cents objets connectés à Internet. Lors de cette même conférence, dans dix ans, nous aurons entre trois et quatre mille objets connectés à Internet : vos vêtements, vos montres, vos lunettes... Tous les objets seront connectés à Internet et auront quelque chose à l'intérieur qui les rendra uniques et très difficiles à contrefaire parce que contrefaire l'aspect physique d'un objet est une chose, contrefaire son âme numérique en est une autre, et c'est de ça dont il s'agit. Je pense que ce que nous devons faire maintenant, c'est établir des instructions très claires sur la façon dont les entreprises peuvent commencer à se préparer à cette révolution. La quatrième révolution industrielle nous impacte tous.

Ainsi, au cours de ces deux dernières années à Davos, nous avons lancé la déclaration sur le commerce illicite qui concerne la technologie. Elle est signée essentiellement par des entreprises qui, ensuite, se conforment aux principes de la technologie sur la façon dont les marques et les gouvernements peuvent travailler ensemble pour créer les bonnes synergies afin de réduire le commerce illicite au niveau mondial. Et puis, vous avez des organisations comme PMI Impact, et d'autres, qui créent vraiment une approche multipartite car cette question ne peut pas être résolue uniquement par des organismes de réglementation ou des organismes de technologie. Nous devons travailler ensemble. Cela présente une grande opportunité car, en résolvant la question du commerce illicite, vous résolvez également les problèmes liés aux ODD des Nations Unies. Vous êtes donc dans une situation où la réduction de la pauvreté est primordiale et où 1,2 milliard de personnes n'ont pas encore d'identité numérique ou d'identité nationale. Ainsi, les objectifs du développement durable ne seront jamais atteints si nous ne résolvons pas le problème du commerce illicite. Je pense donc que nous avons besoin d'une coopération internationale ainsi que nous devons nous concentrer sur le développement technologique, parce que la technologie est le moteur de l'autre.

Alvise GIUSTINIANI

Si je peux partager mon opinion à ce sujet. Comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas de solution facile. Il n'y a pas de solution miracle. Je crois, tout d'abord, que tout le monde doit prendre un peu de recul sur soi et réfléchir à ce que nos propres organisations peuvent faire. Chez Philip Morris International, nous appliquons nos trois valeurs ou "les trois C" : "Connaître les clients, Connaître les fournisseurs, Connaître les paiements", afin de faire affaire avec les bonnes personnes. Et nous incorporons la technologie – le suivi et la localisation – dans tous nos produits.

En tant qu'entreprise, nous accomplissons beaucoup de choses, mais je crois que la solution réside aussi dans les partenariats, les panélistes l'ont d'ailleurs mentionné. Les partenariats privé-public sont la seule façon de créer une véritable coalition, chacun accomplissant sa part pour lutter contre le commerce illicite. Dans ce sens, Philip Morris International a lancé une initiative mondiale appelée PMI IMPACT, qui accorde des subventions à des organisations – qu'il s'agisse d'ONG, de services de police, du secteur public ou privé – afin de financer des projets visant à lutter contre le commerce illicite, pas seulement dans le secteur du tabac mais dans n'importe quel secteur, car tous les secteurs sont interconnectés. Nous devons trouver une coalition de partenaires prêts à lutter contre ce fléau. A mon avis, les partenariats public-privé sont clairement la voie à suivre, mais on ne doit pas se contenter de juste critiquer, chacun doit faire sa part, sans pointer du doigt les autorités policières ou les géants d'aujourd'hui comme Amazon.